

DIRECTION DU PARTI LIBERALCOMMUNIQUE DE PRESSE

La Direction du Parti Libéral,
 Considérant la démission du Ministre de la Justice,
 Monsieur MBONAMPEKA Stanislas présentée au Président de la
 République, pour les motifs principalement de la responsabilité
 des hautes autorités dans les problèmes d'insécurité qui secouent
 le pays actuellement, des déclarations publiques des Ministres du
 MRND responsables de la sécurité, à savoir le Ministre de la
 Défense et celui de l'Intérieur et du Président de la République
 imputant au Ministère de la Justice la responsabilité de
 l'insécurité grandissante qui règne dans le pays;

Considérant que l'opinion nationale et internationale
 reconnaît, à travers les faits concrets, que l'insécurité dans
 le pays est l'oeuvre des nostalgiques du pouvoir dictatorial de
 l'ex-parti unique MRND, Parti du Président de la République;

Considérant que la mission préventive de faire
 respecter la sécurité intérieure et de rétablir l'ordre revient
 à l'autorité administrative territoriale et à la Gendarmerie et
 que le Ministère de la Justice n'est saisi que pour statuer sur
 la culpabilité et l'innocence des présumés coupables recherchés
 et arrêtés par les autorités communales et la gendarmerie;

Considérant que les Ministères chargés de la sécurité
 continuent à se dérober à leurs responsabilités par leur
 complicité dans de graves violations des droits de l'homme
 perpétrées par certaines autorités communales et agents de
 sécurité tristement célèbres;

Considérant le refus obstiné du Président de la
 République de corriger cette situation pour permettre au
 Ministère de la Justice de remplir sa mission;

La Direction du Parti Libéral,
 Réaffirme son soutien total et inconditionnel à la démission du
 Ministre MBONAMPEKA Stanislas;

Ne peut se départir de sa mission première qu'est la défense des
 droits de l'homme en se rendant complice d'un régime dictatorial
 au bord de l'irrationnel et de l'inhumain;

Est convaincue que le Président de la République est seul
 comptable des violations des droits de l'homme au Rwanda et qu'il
 ne peut plus échapper au verdict de la nation et de l'histoire;

Exige du Président de la République un désaveu public et officiel
 des responsables de l'insécurité et au déblocage immédiat de
 l'assainissement de l'administration territoriale, à commencer
 par la considération du rapport de la commission d'évaluation de
 l'administration mise sur pied par le Gouvernement;

Lance un appel pressant à l'opinion nationale et internationale
 pour faire pression sur le Président de la République pour qu'il
 mette l'intérêt supérieur de la Nation Rwandaise au-dessus des
 intérêts personnels et partisans.



Kigali, le 3 décembre 1992.

Le Président du Parti Libéral
 Justin MUGENZI